Les coopérants français en Algérie (1962-1966)

Récits croisés pour une ébauche de portrait

French Volunteers in Algeria (1962-1966). Crossed Stories for a Portrait Sketch

Sabah Chaïb

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/18970>

DOI : 10.4000/etudesafriaines.18970

ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2016

Pagination : 243-266

ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Sabah Chaïb, « Les coopérants français en Algérie (1962-1966) », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 221-222 | 2016, mis en ligne le 01 avril 2018, consulté le 19 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/18970> ; DOI : 10.4000/etudesafriaines.18970

Les coopérants français en Algérie (1962-1966)

Récits croisés pour une ébauche de portrait

L’empreinte d’un groupe

Mémoires d’enseignants, d’ingénieurs, de médecins, d’architectes, etc., les témoignages de coopérants français en Algérie se multiplient au cours des années 2000, rendus visibles par la publicité éditoriale qu’offre la sphère internet. Investie en tant qu’espace de publicisation des récits, la Toile est un support mémoriel dynamique : appels à témoins entre anciens coopérants d’une même ville ou d’un même secteur d’activité, *blogs* et forums qui attestent de cette envie de rendre le passé vivant en retissant les liens. Les années algériennes des auteurs et internautes sont très variables (des années 1950 à 1990), suivies pour certains dans la période récente, d’un tourisme de la mémoire et de retrouvailles en Algérie. Aux récits de témoignages se joignent les récits romanesques, en France et en Algérie, dans lesquels le « coopérant » est érigé en personnage de fiction. Aux initiatives individuelles s’ajoutent les initiatives institutionnelles. Les recueils des mémoires professionnelles initiés par les comités d’histoire, les organisations professionnelles, corporatives ou syndicales participent d’un regain d’intérêt pour une histoire sociale des acteurs au sein de l’empire colonial puis en « post-colonie »¹.

Les sciences sociales s’intéressent à la coopération franco-algérienne des enseignants (universitaires, instituteurs) et des ingénieurs (Kadri 1999, 2015a, b ; Henry & Vatin 2012). Les programmes de recherche Archicoop

1. C’est à partir de la fin des années 1990 et au cours de la décennie suivante que se sont multipliés les recueils à l’intention des cheminots, des postiers, des ingénieurs agronomes, des ingénieurs des Ponts et Chaussées ou Centraliens, des médecins en Algérie ou de « la France d’Outre-Mer », dénomination connotée dans le temps et l’espace. Ce faisant, ces recueils de témoignages ont fortement contribué à exhumer les mémoires des coopérants, en poste ou arrivés au lendemain des indépendances africaines et à souligner les continuités postcoloniales sans heurts d’un certain nombre de corps (les « Ponts Colo » par exemple), placés auparavant sous l’autorité du ministère de la France d’Outre-Mer puis de celle du ministère de la Coopération (MEIMON 2005).

et Memocoop (2012-2015)² ont eu précisément pour objet d'analyser « l'empreinte d'un groupe » selon l'expression de M. Halbwachs (1950) et de sonder la diversité des individus composant le(s) groupe(s) des coopérants français en Algérie, depuis l'immédiate indépendance et l'application des Accords d'Évian jusqu'à la fin des années 1970. Leur objectif est double : patrimonial (constitution des sources orales à partir d'une quarantaine de témoignages) et scientifique (apporter un éclairage sur les coopérants français en Algérie sur la base d'une grille d'entretien semi-directif)³. À la suite d'autres tentatives menées dans d'autres aires géographiques (Guth 1984 ; Raison-Jourde & Goerg 2013), notre enquête ambitionne de réaliser une histoire incarnée, saisie en ses modalités concrètes, ses expériences différenciées notamment de situations interculturelles, ses répercussions biographiques et collectives (strates générationnelles, expériences identificatoires, etc.).

En s'appuyant sur le matériel recueilli par les enquêtes ArchiCoop et MémoCoop et sur les archives du ministère des Affaires étrangères⁴, cet article souhaite apporter un éclairage sociologique sur les spécificités de la situation algérienne des coopérants français. C'est là un sujet peu abordé par l'historiographie française et algérienne. Absents de la scène commémorative mais de plus en plus présents sur la scène mémorielle, les coopérants sont encore peu visibles dans le champ historique franco-algérien, davantage tourné vers la période de la guerre. Le déplacement progressif du centre de gravité du travail des historiens vers le « moment 62 » et les sortie(s) de guerre (Mohand-Amer & Benzine 2012 ; Frémaux & Battesti 2014 ; Harismendy 2014) apporte de précieux retours et éclairages sur la période de l'immédiate indépendance et ses suites, qu'il s'agisse des Accords d'Évian (Morelle 2012 ; Pervillé 2012), du général de Gaulle et de son entourage

2. Ces programmes de recherche sont menés sous l'égide de l'Institut des sciences sociales du politique (ISP-Cnrs) et de la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine (BDIC). Archicoop (ou Archives orales de la coopération) a été financé par le ministère de la Culture. MémoCoop (ou mémoire coopérante) a été réalisé dans le cadre du Labex « Les passés dans le présent », au titre d'une aide ANR (référence ANR-11-LABX-0026-01). Poursuivant le travail de collecte de témoignages, l'enquête MémoCoop se focalise sur les modalités d'écriture d'une histoire incarnée de la coopération, à travers la constitution d'un *corpus* littéraire et d'un *corpus* de *blogs*. Elle dispose d'une grille d'entretien complémentaire portant sur le processus d'écriture des mémoires coopérantes. Nous rendrons compte dans cet article seulement des profils de témoins interviewés en entretiens.
3. Cette grille a visé à approcher au plus près certains pans de vie des témoins et à renseigner les milieux familiaux et sociaux d'origine de ces hommes et de ces femmes ; les sociabilités, milieux culturels et politiques dans lesquels ils évoluaient ; les contextes sociopolitiques et les formes de sensibilisation ou de politisation aux questions de leur époque parmi lesquelles l'Algérie ; les conditions de départ (informations et modalités de recrutement en coopération) ; les conditions d'arrivée en Algérie (modalités d'accueil) ; les conditions de travail, modes de vie et expériences de la vie quotidienne, etc.
4. Archives diplomatiques de la Courneuve, Service de liaison avec l'Algérie (1957-1966), années consultées 1962-1966.

(Kocher-Marboeuf 2003 ; Vaisse 2012) ou de la colonie française. Aux récits mémoriels conflictuels et traumatiques, répondent aujourd'hui d'autres mémoires minoritaires (juifs et communistes) (Le Foll-Luciani 2015), ou d'autres éclairages sur des situations individuelles et collectives peu explorées (Bracco 1999 ; Daum 2012). Les regards et les problématiques s'ouvrent ainsi sur la pluralité des univers des Européens ou Français d'Algérie, pendant et après le conflit (témoignages abordant la coopération et les coopérateurs quand ils ne sont pas eux-mêmes directement impliqués). Agrégeant des situations administratives (Lacroix 2012) et humaines diverses, les « coopérateurs » renvoient à un groupe composite compte tenu des contrats de coopération signés sur place à l'été 1962, et plus encore, après l'automne 1962, une période d'arrivée « des coopérateurs avec la valise » selon l'expression employée par A. Ben Bella pour qualifier des individus débarqués de France, sans attaches préalables avec l'Algérie. La période comprise entre l'application des Accords d'Évian et l'année 1966 est riche et confuse en termes d'historicités en présence, de sociologie des acteurs et de registre de mobilités. Aux exigences dictées par la sortie du conflit et l'application des Accords d'Évian, succède pour les autorités françaises, l'adaptation nécessaire aux exigences d'un temps mondialisé et de concurrence entre nations. Cette nouvelle donne s'exprime dans la réflexion sur la coopération et la réglementation du statut du coopérateur qui date de cette période (rapport Jeanneney sur la coopération en 1963, colloques [préparatoire et officiel] sur le devenir de la coopération française en Algérie tenus en 1964 et en 1965 ; premier bilan officiel des trois premières années de coopération paru en 1966 ; étape nouvelle dans la politique de coopération franco-algérienne avec les conventions signées la même année). Nous nous intéresserons, dans le présent article, aux témoins présents en Algérie pendant la période 1962-1966, en mobilisant des données qui articulent sources écrites et orales, points de vue des institutions diplomatiques françaises et récits de vie.

Coopérateurs en Algérie : une vue d'en haut

Jeunes gens dynamiques au service d'une histoire franco-algérienne en train de s'écrire mais « bonnes volontés, plus jeunes qu'expérimentés » (Secrétariat d'État aux affaires algériennes 1966 : 5) : voilà comment les autorités françaises, dans leur bilan officiel, décrivent les coopérateurs. Elles rassemblent ainsi sous la bannière de la « coopération », les personnes « sous contrat » et les initiatives individuelles ou encadrées par divers mouvements de jeunesse ou d'organisations étudiantes (JEC, Scouts de France, Mouvement chrétien pour la paix, UNEF, Union des Grandes Écoles, Service civil international). De cette jeunesse à l'image du monde enseignant, on loue les « vocations généreuses », les « dévouements qui ne requièrent aucune publicité de mauvais aloi ». Le bon grain foisonne face à une minorité de « gens

sans grande compétence », cherchant « l'évasion, l'oubli ou le profit plus que la réalisation d'une véritable vocation » (*ibid.* : 17).

Alors que les trois premières années sont parées des nécessités de l'urgence et d'appel à toutes les bonnes volontés, l'année 1965 constitue un tournant pour la coopération, par-delà l'événement fondateur, pour ses répercussions internes et internationales, qu'est le coup d'État du colonel Boumediene (Grimaud 1984). Une « politique de coopération » souhaitée par les autorités françaises est définie. Le bilan officiel du Secrétariat d'État aux Affaires algériennes (1966 : 5) rappelle ainsi « les obstacles grands » d'une politique de coopération rendue « plus difficile, plus hasardeuse », compte tenu « des perspectives [...] bien différentes des espérances que l'on avait pu concevoir au moment du cessez-le-feu ». De fait, le règlement du conflit et la mise en place de la coopération sont inclus dans un même traité, les Accords d'Évian qui règlent le sort de la présence française en Algérie à l'issue de la guerre. Le Secrétaire d'État aux Affaires algériennes, Jean de Broglie, comptant parmi les négociateurs des Accords d'Évian, doit œuvrer pour la coopération dans ce contexte particulier. Aussi, le statut du coopérant répond-il, dans un premier temps, à l'urgence de la situation des Français d'Algérie en leur assurant une transition administrative (Lacroix 2012) et la possibilité d'étaler leur départ en France. Avec l'expiration des premiers contrats de coopération signés par les Français d'Algérie, d'une part, et l'expiration du délai de certaines dispositions prévues par les Accords d'Évian les concernant, d'autre part, l'année 1965 clôt en somme la phase de la gestion administrative dédiée à la population française d'Algérie depuis l'indépendance. La dissolution du Secrétariat d'État aux Affaires algériennes en 1966, atteste du tournant que constitue cette année 1965⁵. L'enjeu pour le Secrétariat d'État aux Affaires algériennes est, en effet, l'élaboration d'une politique de coopération sur des bases autres que la gestion exceptionnelle qui a caractérisé la période écoulée depuis l'indépendance. L'objectif est de définir un modèle de coopération fondé plus clairement sur l'expatriation des coopérants et de déterminer des profils de candidats plus ajustés aux besoins stratégiques de la France en Algérie. Les échanges de lettres au cours de l'année 1965⁶ entre Jean de Broglie, Secrétaire d'État aux Affaires algériennes, et l'Ambassade de France à Alger montrent les difficultés de la mise en place de la politique de coopération

5. Ses services sont intégrés au ministère des Affaires étrangères, témoignant de la spécificité algérienne dans l'appareil administratif français : le Maroc et la Tunisie dépendent du ministère de la Coopération né en 1959 (MEIMON 2005).
6. Nous évoquerons ici plus particulièrement celles échangées entre septembre et décembre 1965. « Évolution de la coopération technique et culturelle à la suite du colloque du 27 septembre 1965 », Lettre du Secrétaire d'État, Jean de Broglie à l'Ambassadeur de France à Alger, en date du 22 octobre 1965 ; « Évolution de la coopération technique et culturelle à la suite du colloque du 27 septembre 1965 », Lettre du ministre délégué, Philippe Rebeyrol, au Secrétaire d'État aux Affaires algériennes, en date du 20 décembre 1965.

franco-algérienne (Brandell 1981). Le Secrétaire d'État déplore les manques et manquements (« incapacité », « mauvaise volonté persistante ») des interlocuteurs algériens, tandis que l'ambassade, représentée par le ministre délégué, Philippe Rebeyrol, exhorte le Secrétaire à « ne pas [nous] laisser décourager par d'inévitables lenteurs, des ajournements, des contradictions apparentes chez [nos] partenaires qui ne sont en dernière analyse que la face administrative de leur sous-équipement ». Ce diplomate en poste à Alger depuis 1962 entend la coopération comme une volonté de prise en compte des demandes des interlocuteurs algériens et une défense des intérêts économiques et culturels de la France, servie par une conviction toute gaulloise d'avoir à faire de l'Algérie un pays modèle en matière de coopération française : « Nous accomplissons une tâche qui ne sert pas seulement l'Algérie mais commande le maintien et le développement de notre présence dans une région cruciale pour notre pays »⁷. Dans le bilan officiel de la coopération franco-algérienne, « la valeur démonstrative » de cette expérience de coopération est revendiquée dans une formule qui évacue rapidement le passé de la colonisation pour une projection dans l'avenir « entre un État libéral évolué et un pays sous-développé dont la politique économique et sociale est révolutionnaire, entre une vieille nation et le Tiers-Monde » (Secrétariat d'État aux Affaires algériennes 1966 : 6). Retards de paiement de salaires, d'indemnités de licenciement, de frais de déménagement, etc., expliquent que la France doit « se substituer aux Algériens pour ne pas léser les intérêts légitimes de [nos] compatriotes »⁸ comme elle doit s'adapter à des recrutements de coopérants effectués directement par les autorités algériennes, en plus des demandes officielles que lui font parvenir ces mêmes autorités. L'envoi de personnels, de fourniture de matériel, de crédits substantiels destinés à « éviter une rupture brutale avec le passé », présente un coût pour la France. Aussi, tenir l'équilibre entre « les demandes justifiées » et « l'appétit » des autorités algériennes en termes de postes commande de « tirer les conséquences soit sur le plan financier, soit sur le plan de l'envoi de coopérants dans certains secteurs ». Une gestion nouvelle de la présence française en Algérie s'impose dès lors et exige de la part des services « un effort constant de recherches des postes qu'il n'est plus indispensable de pourvoir par des Français ». « Aller au-devant de leur propre souci d'algérianisation des postes » et défendre les intérêts français en certains domaines, règlent le jeu subtil des réductions et des créations de postes pour le Secrétaire d'État. Pour l'heure, l'ambassade reçoit, de la part du Secrétaire d'État, l'injonction « de donner des instructions très strictes pour que dans l'étude des demandes nouvelles des autorités algériennes, que dans l'examen des situations de coopérants actuellement en fonction, il soit tenu le plus grand

7. Lettre du ministre délégué, Philippe Rebeyrol, au Secrétaire d'État aux Affaires algériennes, en date du 20 décembre 1965.

8. Lettre du Secrétaire d'État, Jean de Broglie à l'Ambassadeur de France à Alger, en date du 22 octobre 1965.

compte des nécessités citées ci-dessus qui doivent permettre d'ici deux ans de maintenir l'Algérie dans une coopération fondée sur des bases plus modestes, mais présentant aussi un caractère plus homogène et plus durable »⁹. Une plus grande attention portée au recrutement selon les secteurs d'activité et la qualification du personnel français, est de nature à imprimer « un caractère homogène » et « durable » à la présence française en Algérie. En clair, à lui donner la physionomie d'un personnel très qualifié, au service d'une stratégie d'influence française, sur le plan culturel, économique et commercial. La constitution de « pôles français » dans certains secteurs jugés essentiels doit reposer sur un personnel français qualifié, à même de former le personnel algérien plutôt que de se substituer à lui. Cette stratégie commande dans les deux années à venir de ne plus, ni renouveler les postes ne relevant pas de l'encadrement, ni permettre aux coopérants d'exercer des tâches de gestion, sauf exceptions temporaires, afin que le personnel français occupe pleinement une position d'expertise.

L'adéquation aux titres et conditions exigés en France est désormais la règle pour tous les secteurs d'activité. Bien plus, ces mesures s'appliquent désormais aux conjoints d'agents en fonction « qui ne pourront désormais bénéficier de la coopération que s'ils remplissent eux-mêmes les conditions prévues pour un recrutement normal »¹⁰, décision qui affecte ainsi les couples en poste en Algérie. Les fonctionnaires ne répondant pas à ces exigences pourront être maintenus provisoirement en détachement auprès du Secrétariat d'État aux Affaires algériennes, mais en dehors du cadre de la coopération¹¹. Le Secrétaire d'État propose la même mesure pour les épouses françaises d'Algériens, « sauf objection de votre part tenant à l'attitude incorrecte vis-à-vis de la France que pourrait avoir eue telle ou telle de nos compatriotes »¹². Ainsi, « aucun contrat de coopération d'épouses d'Algériens ne devra être renouvelé, de même qu'aucun recrutement nouveau en coopération n'est effectué »¹³. Cette mesure est d'ailleurs appliquée promptement par l'ambassade dès décembre 1965. Les années 1966 et 1967 doivent permettre aux enseignants auxiliaires en poste ne remplissant pas les conditions, de passer leurs examens : « De cette manière seront encouragés les coopérants qui auront mis à profit leur séjour en Algérie pour améliorer leurs connaissances »¹⁴, sinon ce sera un retour obligé en France. La réponse de l'ambassade abonde dans le sens de cette instruction en invoquant « l'engagement moral » des autorités à favoriser des perspectives de carrière par la

9. Lettre du Secrétaire d'État, Jean de Broglie à l'Ambassadeur de France à Alger, en date du 22 octobre 1965.

10. *Ibid.*

11. En leur accordant les bénéfices d'un détachement au titre de l'article 1, paragraphe 5 du décret n° 59-309 du 14 février 1959.

12. Lettre du Secrétaire d'État, Jean de Broglie à l'Ambassadeur de France à Alger, en date du 22 octobre 1965.

13. *Ibid.*

14. *Ibid.*

voie normale du concours, « à condition bien entendu qu'ils le méritent, par les résultats qu'ils obtiendront, d'une part sur le plan professionnel, d'autre part, lors des sessions d'examens pédagogiques français »¹⁵. S'il revient aux instances académiques algériennes d'apprécier la valeur professionnelle des enseignants auxiliaires, il revient aux services culturels de l'ambassade de veiller aux examens. Ces services « disposent désormais pour les années 1963, 1964 et 1965 d'archives d'examens bien ordonnées [...] et permettent également de déceler les candidats qui ont cru pouvoir négliger de se présenter à des examens »¹⁶. L'ambassade fixe des limites temporelles (1967) pour l'obtention des diplômes requis et porte un jugement sévère à l'endroit « des éléments inaptes » estimés « à quelque 300 noms pour le moins »¹⁷. L'exigence de qualité formulée à l'égard des enseignants témoigne de la normalisation progressive de ce secteur après avoir passé « les temps héroïques » (Secrétariat d'État aux Affaires algériennes 1966 : 10) des premières années de l'indépendance. Cette exigence s'applique d'ailleurs à l'ensemble du personnel enseignant français au Maghreb, au vu des travaux de la sociologue S. Guth (1984)¹⁸.

Les priorités définies pour les années à venir en ce qui concerne l'enseignement technique, secondaire et universitaire ainsi que les autres secteurs d'activité, ne sont toutefois possibles pour les autorités qu'avec la présence essentielle des coopérants militaires en Algérie qu'il faut encourager car ils constituent un personnel qualifié plus avantageux que le personnel civil en termes de coût : ils pallient, à moindre frais, la pénurie de coopérants en certains postes ; enfin, ils renvoient une image positive de la jeunesse pour l'un et l'autre pays¹⁹. L'envoi des assistants ou volontaires en service national actif en Algérie (ASNA/VSNA) est ainsi une « formule nouvelle » dans les accords franco-algériens²⁰ : l'ambassade en comptabilise plus de 2 000 pour l'année 1965 lorsque les premiers effectifs étaient d'une centaine en 1964. Les ASNA/VSNA figurent donc parmi les pièces essentielles de la stratégie de constitution de pôles français, lesquels regroupent coopérants civils et

15. Lettre du ministre délégué, Philippe Rebeyrol, au Secrétaire d'État aux Affaires algériennes, en date du 20 décembre 1965.

16. *Ibid.*

17. *Ibid.*

18. Et faut-il le souligner, tout en étant moins bien payé qu'en Afrique noire !

19. L'usage intéressé de la jeunesse dans la politique de coopération est assumé dans le bilan dressé par les autorités françaises en 1965 : « [la coopération] apporte des coopérants dynamiques, de qualité et de plus, d'un prix de revient fort bas pour l'Algérie » (SSECRÉTARIAT D'ÉTAT AUX AFFAIRES ALGÉRIENNES 1966 : 6).

20. *Ibid.* Protocole relatif à la situation des militaires français du contingent mis à la disposition de l'État algérien au titre de la coopération technique et culturelle (23 octobre 1963). De nouvelles instructions données en date du 25 novembre 1964 et la présente instruction du Secrétariat d'État en date du 22 octobre 1965, complètent le dispositif.

militaires autour de grands centres²¹. L'ambassade abonde dans ce sens : « Ne pas gaspiller [nos] coopérants civils ou militaires dans des secteurs où les intérêts économiques ou commerciaux français paraissent absents »²². À la rigueur, certains petits centres peuvent être laissés à la charge des coopérants militaires. La division du travail à instituer entre coopérants militaires et civils permet à ces derniers d'investir pleinement leurs rôles de formateurs et « la relève » par des ingénieurs ou techniciens algériens « formés dans nos écoles »²³. Cette stratégie d'influence française a donc des répercussions à venir sur l'affectation géographique des coopérants français en Algérie. Il en va de même concernant le regroupement souhaité par le Secrétaire d'État pour les classes gérées par l'Office universitaire et culturel français en Algérie (OUCFA), dont l'objectif essentiel est la scolarisation des élèves français : ce regroupement doit s'effectuer dans les localités où la présence française est forte et conduire à ne pas renouveler les contrats des agents exerçant leurs fonctions là « où la population française est maintenant très clairsemée »²⁴.

Les instructions du Secrétariat d'État et les échanges avec l'ambassade règlent ainsi en détail la gestion d'une coopération que les autorités françaises souhaitent mieux diriger dans les relations bilatérales, en responsabilisant davantage les ministres concernés ainsi que les services dans les commissions mixtes franco-algériennes. Les instructions échangées dévoilent le *modus operandi* d'une politique de coopération algérienne, conçue dans le contexte d'une concurrence généralisée entre États pour la maîtrise des marchés et des ressources dans le Tiers-Monde (Verquin 2001). Ce contexte implique la constitution pour chaque État d'une élite internationale. Les contours de plus en plus restrictifs du statut du coopérant, passé au crible du raisonnement politique en termes de coût/avantage et utile/indésirable, témoignent de la volonté française de constituer cette élite en Algérie, alors pays de référence du Tiers-Monde.

Stéphane Hessel, diplomate en poste à Alger, chargé de la coopération entre 1963 et 1969, rappelle dans ses mémoires « l'imbrication étrange des Français de plusieurs sortes » (Hessel 1997 : 175) présents en Algérie. Les représentants consulaires sont également des observateurs attentifs de la colonie française, particulièrement dans l'ère nouvelle et inconnue ouverte par les premières années de l'indépendance algérienne. Les notes adressées

21. Exemple de gestion du personnel proposé par le Secrétaire d'État : dans les mines de Beni-Saf, « alors que quatre ingénieurs bulgares se trouvent à la tête de cette exploitation dont la production est achetée en totalité par la Bulgarie », l'affectation de deux ingénieurs français « ne présente aucun intérêt pour la France et leurs contrats ne devront pas être renouvelés ».
22. Lettre du ministre délégué, Philippe Rebeyrol, au Secrétaire d'État aux Affaires algériennes, en date du 20 décembre 1965.
23. Lettre du Secrétaire d'État, Jean de Broglie à l'Ambassadeur de France à Alger, en date du 22 octobre 1965.
24. Lettre du Secrétaire d'État, Jean de Broglie à l'Ambassadeur de France à Alger, en date du 22 octobre 1965.

à l'ambassade se succèdent. Les consuls sont occupés à « présenter le tableau de la colonie française », « rendre compte de ses inquiétudes, de ses espoirs », « scruter son avenir »²⁵, compter et classer les ressortissants français en Algérie, prêter attention aux mobilités entre les deux rives. Si les statistiques avancées par les consuls doivent être prises avec précaution, ces derniers s'estiment plus assurés dans les considérations sociologiques portées à l'endroit de la colonie se présentant comme plus solides. Le consul de Sétif présente ainsi en avril 1963 un tableau des ressortissants de sa circonscription qu'il classe en trois catégories²⁶ : la première est constituée par les « ressortissants français implantés sur le territoire algérien antérieurement aux débuts des événements de 1956, qu'ils soient d'origine métropolitaine ou natifs du pays » ; la seconde catégorie compte « tous les métropolitains venus sur ce territoire entre 1956 et le 3 juillet 1962. Cet élément est assez jeune, de 25 ans à 40 ans, et s'est fixé en Algérie pour différentes raisons : fonctionnaires volontaires ou mutés, enseignants venus au titre du Plan de scolarisation, jeunes gens démobilisés sur place et qui se sont mariés, etc. ». Enfin, la troisième « qui n'a pas été mêlée de près aux événements des dernières années [...] et ne craint pas la fréquentation régulière de la population indigène », est constituée de « tous les Métropolitains venus au titre de la Coopération Technique, postérieurement à l'indépendance du territoire algérien ». Il ajoute toutefois une dernière catégorie — « éléments de passage » — constituée du « personnel d'entreprises de travaux publics, ingénieurs en mission, géologues, etc. », soit une présence éphémère. L'image donnée des coopérants se présente ainsi par une durée de séjour plus longue. La classification adoptée, « bien qu'arbitraire » comme le souligne le consul, permet néanmoins de tirer « une interprétation d'ordre humain basée sur la date d'implantation » quant « à l'attachement des intéressés au pays » et « l'étude des relations entre les deux communautés ».

Les rapports qu'entretiennent ces groupes avec la population algérienne apparaissent déterminants pour expliquer la configuration des relations entretenues au sein même de la colonie. Alors que les deux premiers groupes vivent en marge de la société algérienne, « s'acceptent et se fréquentent », « la troisième catégorie paraît être mise par eux un peu à l'écart [...]. Les vieux Français d'Algérie la nomment d'ailleurs, avec un certain mépris celle des soixante-six pour cent ». Ce pourcentage est une référence à la majoration du salaire et des primes qui accompagne le statut du coopérant. Tout en déplorant le vide laissé par le départ des Français d'Algérie, le consul se réjouit néanmoins qu'« un certain nombre de [...] compatriotes déjà présents ou récemment arrivés, [ait] décidé de jouer le jeu de la coopération telle qu'elle a été posée en son principe par les accords d'Évian et définie en ses applications par le protocole d'accord du 28 août 1962 ».

25. Remy Dall'Ava, Consul de France à Relizane, *Note sur l'évolution de la Colonie Française*, 13 juillet 1963, Archives diplomatiques de la Courneuve.

26. René Justice, Consul de France à Sétif, *Situation générale, rapport mensuel* (mars 1963), le 5 avril 1963, Archives diplomatiques de la Courneuve.

Que signifie pour des individus aux parcours différents « jouer le jeu de la coopération » ? La question des continuités et des ruptures dans le passage d'une société coloniale à une société postcoloniale se pose précisément à travers les présences françaises en Algérie, les types d'insertion et de relations nouées au sein de la colonie et avec la société algérienne. Les récits recueillis auprès de coopérants français en Algérie témoignent de situations et de parcours d'individus plus complexes que le tableau élaboré par les représentants français.

Récits de vie de coopérants en Algérie (1958-1966) : l'apport de l'histoire orale

Le matériau biographique, formé de témoignages individuels, apporte de précieux éléments de compréhension de la diversité des profils de coopérants présents pendant cette période. Cette diversité nuance l'approche surplombante de l'administration française en charge de cette catégorie comme l'observation sommaire ou biaisée des consuls rédigeant des notes sur la présence française en Algérie. Au-delà de la diversité sociologique, le matériau biographique renseigne aussi sur la dimension matricielle de la guerre d'Algérie pour cette génération « pionnière » des coopérants français en Algérie. Plus encore, il éclaire de façon inédite le point aveugle de la continuité de la présence française entre la période de conflit et les lendemains de l'indépendance, à travers une catégorie particulière d'hommes ayant fait le choix de la coopération. Coopérants militaires ou civils, ils sont instituteurs, enseignants au collège, au lycée ou à l'université, ingénieurs agronomes, inspecteurs techniques des PTT, cadres employés au Service du Plan, dans des ministères ou préfecture. Ils représentent la palette des jeunes gens de notre échantillon présents en Algérie entre 1962 et 1966. Autant dire une jeunesse éduquée²⁷ (Fischer 1998), dont une partie est inscrite dans des mouvements de jeunesse en interaction avec une histoire en train de se vivre²⁸. Les jeunes gens de notre échantillon proviennent de milieux familiaux

27. Jeunesse qui porte en son sein, « l'élite républicaine » des classes d'âge nées au cours des années 1930-1940 et retirées de la vie professionnelle au tournant des années 1990 et 2000.

28. Les politiques à l'endroit de la jeunesse sont autant d'incitations à une mobilité internationale. L'appel aux jeunes volontaires dans les chantiers de jeunesse en tous genres à travers le Service civil international, les Volontaires pour le progrès, etc. inscrit ainsi la coopération (dans sa formule ASNA/VSNA), dans la généalogie d'une politique de la jeunesse au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, nourrie aux idéaux de paix et d'échange entre les nations en favorisant la mobilité d'une jeunesse porteuse d'un message de paix et de respect des cultures. Vue dans laquelle s'inscrivent nombre d'organisations de jeunesse de la période, dont la problématique du développement nourrit des engagements nouveaux (HARANG 2004) et motive la mobilité internationale de jeunes gens, d'horizons divers (milieux étudiants chrétiens, communistes, internationalistes) désireux de prendre part aux enjeux de leur temps.

et locaux différenciés (origines provinciales majoritairement, parisiennes ou d'Algérie). Issus de milieux sociaux parfois très éloignés (paysans, ouvriers, « petite » et « moyenne » classe moyenne, bourgeoisies de hauts fonctionnaires, de magistrats, de financiers), ils sont pris dans les rets de la guerre ou privilégiés en cumulant sursis et coopération militaire (Bessin 2002). Insister sur les cas des démobilisés présents dans notre échantillon ou des jeunes travailleurs ou étudiants, c'est d'emblée prendre la mesure de l'aspect méconnu et problématique des contours et de la teneur composite des coopérants.

La séquence de la coopération s'inscrit pour les personnes rencontrées dans une double histoire : celle de leur jeunesse, entre fin d'études et début de vie professionnelle (Guth 1984 ; Grossetti 1986), et celle des années 1950 et 1960. Des expériences radicales se jouent à quelques années d'écart dans lesquelles des situations individuelles basculent : avoir ou non fait la guerre d'Algérie. La situation des soldats du contingent appelés à servir la France dans un conflit très dur, puis à servir en coopération, interpelle précisément sur les zones d'ombre de cette période.

Les témoins les plus âgés que nous avons rencontrés ont connu cette situation. Leurs récits peuvent, d'une certaine manière, être une contribution à l'histoire des soldats appelés ou réservistes en Algérie, dont l'historiographie s'est enrichie ces dernières années (Mauss-Copeaux 1998 ; Jauffret 2000). L'expression de cette mémoire particulière demeure méconnue, parfois au sein même des associations d'appelés. Les témoins ayant appartenu au contingent d'appelés²⁹, sont arrivés en Algérie entre 1958 et 1961. La durée totale de leur séjour est sensiblement la même, jusqu'en 1967 ou 1968, avec pour certains, un séjour court en métropole après leur démobilisation puis le retour en Algérie pendant la période de conflit ou post-conflit (septembre 1962). L'appel au contingent a ouvert l'espace algérien de façon inédite à toute une génération d'appelés qui n'avait jusque-là peu ou jamais voyagé. Nos témoins, issus de couches populaires provinciales, déclarent par exemple qu'ils n'avaient pas franchi, avant l'Algérie, les limites de leur département d'origine.

Les témoignages recueillis apparaissent d'autant plus précieux qu'ils nous permettent d'approcher quelques-uns de ces soldats démobilisés, restés en Algérie pendant le conflit, évoqués dans le tableau brossé par le consul de Sétif. Ainsi, ils font partie des cinq millions de personnes en France directement concernées par la guerre d'Algérie (Stora & Harbi 2010). Après l'indépendance, le pays continue par ailleurs de s'inscrire dans leur parcours. Ces témoignages montrent que les circulations entre la France et l'Algérie ne se sont pas interrompues. Les mobilités de la Métropole vers la colonie continuent pendant le conflit ainsi que nos enquêtes le montrent :

29. Soit sept témoins sur un panel de quarante témoins.

elles sont contraintes avec les appelés du contingent ou elles sont spontanées, comme l'illustre un jeune bachelier en recherche d'emploi³⁰. Voire elles s'inscrivent dans ces deux perspectives, à l'instar des appelés démobilisés, s'en retournant en Algérie. L'Algérie apparaît comme un pays neuf et la constance de ce discours depuis la colonisation peut surprendre au regard des circonstances où se joue la sortie de l'ancien monde colonial. Faut-il y voir là l'efficacité d'une politique délibérée des autorités pour promouvoir une Algérie Française « nouveau style », en favorisant, moyennant aides et prêts, l'implantation de jeunes métropolitains sur le sol algérien dont les motivations d'installation sont diverses (mariage, perspectives professionnelles, etc.) ? À en croire l'historienne R. Branche (2006), cette politique est très limitée mais les motivations d'ordre personnel persistent.

La guerre est porteuse d'expériences humaines que le jeune âge des soldats amplifie. Elles sont appréciées avec le bagage initial de chaque individu (histoire familiale et personnelle) et les convictions personnelles que le contexte renforce ou contribue à forger. Officiers de réserve ou sous-officiers en poste dans des unités de combat, d'action psychologique ou dans les SAS, ils incarnent des expériences de guerre diverses en fonction des affectations dans l'espace et dans le temps (1958, 1959, 1961) (Jaufret 2000). Ce qui, pour autant, n'empêche pas la fabrication de souvenirs communs propres à cette « guerre de jeunes » : opérations, marches, embuscade, tension, attente, ennui, fraternité d'armes, distance prise avec la hiérarchie militaire face à l'inanité du mot d'ordre de pacification, l'absurdité ou la contradiction des ordres des galonnés sans connaissance du terrain, etc. Les témoignages recueillis permettent de mettre en évidence le fait que, même à l'issue d'un conflit, parfois très dur selon les unités d'affectation, certains démobilisés envisagent encore de séjourner en Algérie. Ainsi, même en temps de guerre, l'histoire franco-algérienne ne saurait être lue à travers seulement ses épisodes paroxystiques. Un élément commun ressort des témoignages : il renvoie aux expériences humaines vécues au cours de la guerre et la rencontre avec une terre et ses hommes favorisée pour certains par

30. Le parcours de ce jeune bachelier témoigne des configurations biographiques riches parmi les coopérants. Jeune bachelier auvergnat en recherche d'avenir, la rencontre est décisive avec un Français d'Algérie en cure thermique à Chatel-Guyon, qui lui fait miroiter les potentialités de l'Algérie : il part et se retrouve dans la banlieue algéroise, en tant qu'enseignant auxiliaire, sans aucune expérience préalable, en remplacement d'un instituteur algérien recherché par les autorités. Il arrive en Algérie en toute « innocence » car totalement ignorant de l'histoire du conflit, le 1^{er} novembre 1961, jour d'agitations dans les rues où des écrivains célèbrent sur les murs, la date-anniversaire de la « Toussaint rouge », départ de l'insurrection algérienne en 1954. Le lendemain, il découvre avec plus de surprise encore, une tout autre ambiance de calme revenu et de plages bondées. Ces deux moments contradictoires restent pour lui, le condensé de son expérience de guerre. Après un séjour de deux ans en Algérie, il régularise sa situation militaire en effectuant sur place une coopération militaire puis il « enchaîne » avec une coopération civile jusqu'en 1969 !

les missions accomplies (enseignants, ingénieurs agronomes) dans le *bled* et dans des zones où la présence française n'existait pas. Un instituteur, 25 ans, officier du 6^e régiment des Chasseurs d'Afrique affecté sur le plateau du Melaab, témoigne :

« Je suis arrivé en Algérie en mai 1959. Affecté dans un régiment stationné dans l'Ouarsenis (une région totalement oubliée de la France jusqu'alors), je refusai, dès mon premier contact avec le colonel, de prendre la responsabilité du Service de renseignements. Il me confia alors le Service Action psychologique où je me suis senti un peu plus à l'aise, en réussissant à créer, une semaine après ma prise de fonction, une première école au PC du régiment, elle sera suivie d'une dizaine d'autres auprès des escadrons. C'est en créant et en entretenant, avec l'aide de l'Équipe Médico-Sociale Itinérante dont la responsable devint mon épouse, des relations privilégiées avec les enfants et les populations locales, que je décidai de revenir dans l'Ouarsenis comme instituteur civil afin de continuer mon action éducatrice auprès des élèves qui ne demandaient qu'à apprendre »³¹.

L'ambiguïté de la situation dans laquelle sont pris les témoins, n'empêche pas des contacts de qualité avec leurs frères d'armes mais aussi avec les *moghaznis* (supplétifs indigènes dans les SAS) et surtout, quelques habitants des lieux. Il faut remarquer que cinquante ans après, des noms et des visages restent gravés dans leur mémoire. Ainsi, « la modification » ou « la transformation » souvent évoquée dans les récits des appelés (plutôt dans un sens négatif, à savoir l'indifférence et l'insensibilité progressive face à la souffrance [Bantigny 2004]) a opéré ici positivement : l'expérience de guerre les a transformés et un attachement au pays et aux hommes s'est noué presque à leur insu. Démobilisés, ils reviennent en Algérie après un court séjour en métropole pour s'accomplir pleinement, humainement et professionnellement. Un ingénieur agronome, 25 ans, officier affecté dans une SAS à El Maad, témoigne : « Je suis démobilisé fin décembre 1960 et reviens en France pour un congé libérable [...]. Si dès février 1961, je suis revenu en Algérie au service de l'hydraulique de Tizi Ouzou, c'est qu'en dépit des difficultés vécues et du peu de réalisations concrètes de projets, ce pays attachant et les personnes que j'y ai côtoyées, m'ont profondément marqué » (Peter 2014 : 57-58)³². Un autre témoin, instituteur, 26 ans, sous-officier dans un escadron du 6^e régiment des Chasseurs d'Afrique dans l'Ouarsenis analyse précisément le changement qui s'opère en lui : « En vérité, insidieusement, au cours de ces mois de vie militaire pénible et dangereuse, il s'était opéré en moi un changement profond et insoupçonné. Je m'étais attaché à ce peuple, à ce pays où j'avais passé des mois difficiles. Pourtant, ce genre de vie mouvementé, cette découverte d'un autre monde et surtout, l'observation au grand jour et non plus seulement dans la presse, de la situation qui avait justifié notre présence, m'avait donné le goût de vivre et de travailler

31. Manuscrit non publié de Monsieur Stanislas Swietek, avec l'aimable autorisation de l'auteur. Entretiens filmés réalisés en 2013.

32. Entretiens avec l'auteur en 2014 et 2015.

là, plutôt qu'ailleurs. Ne serait-ce qu'un temps. Ce serait le moyen de me mêler même modestement au grand chambardement dans ce coin d'Afrique où la France avait eu et aurait sa place d'une façon ou d'une autre. » Son témoignage éclaire précisément la question du retour des appelés à la vie civile, retour rendu invisible du fait d'une démobilisation étalée dans le temps et en l'absence d'une prise en charge au niveau national (Branche 2007), et pour cela problématique : « Le retour dans le milieu qui était le mien, ne m'enthousiasmait guère. Je n'avais point vraiment la nostalgie de la vie militaire mais il est probable que la rupture brutale avec cette solidarité humaine vécue dans le microcosme de notre groupe et la perte d'une certaine responsabilité pouvaient me manquer. » Il sollicite un ex-frère d'armes enseignant resté en Algérie, pour l'aider à trouver un poste :

« Mon entourage ne comprit pas vraiment mon intention et personne ne voyait ce que je pouvais bien aller chercher dans ce pays en guerre. Au lycée, je ne me sentais pas à ma place. Avec mes jeunes collègues, pions et étudiants, je ne me sentais pas en phase. Leurs façons de se distraire, leurs plaisanteries me laissaient froid. Quelques-uns montraient à mon endroit une certaine sollicitude, voire une forme de curiosité. J'avais tendance à fuir le monde, à m'isoler. Pour les autres, je devais être quelque peu dérangé. Et l'on pouvait se dire, par compassion : il revient d'Algérie ! [...] Vraiment, je ne me sentais pas à l'aise avec cette France-là. Je ne désapprouvais pas. J'étais déconnecté. Tout simplement [...] J'allais à contre-courant d'un pays d'où les Européens s'apprêtaient à partir »³³.

Ainsi, histoires personnelles et familiales, convictions politiques forgées avant ou pendant le conflit, métamorphoses intimes nées de l'expérience de guerre et retours difficiles en métropole, sont autant d'éléments qui ressortent dans les trajectoires des démobilisés rencontrés. Cela explique que beaucoup formulent l'idée que la coopération, c'est-à-dire la volonté de mener à bien une mission d'enseignement ou d'ingénierie et la recherche d'un échange d'égal à égal, était en marche avant même l'indépendance : dans leur cas, la coopération officielle n'a fait qu'institutionnaliser une situation de fait qui s'était installée pendant le conflit. Par les fonctions assumées ou les attitudes d'ouverture qu'ils ont adoptées, certains individus se sont trouvés repérés, parfois à leur insu dans l'environnement local : « Connaissant désormais un peu de monde en ville, je me rends compte que tous mes actes sont repérés et commentés : mon emploi du temps, les journaux que j'achète, les chantiers où je me rends, les menus que je commande [...] pour les petits yaouleds (gamins) cireurs de chaussures, je suis : Mon lieutenant SAS ! » (Peter 2014 : 43). Par leurs fonctions, ils sont entrés en contact avec des représentants locaux français mais aussi des acteurs locaux algériens dont ils connaissent pour certains l'orientation politique (personnel administratif, inspecteur académique, enseignants, commerçants, etc.) : « C'est

33. Extrait d'un manuscrit en cours de rédaction de Monsieur Henri Michel-Hauradou, avec l'aimable autorisation de l'auteur. Entretien filmés réalisés en 2013.

durant l'année scolaire 1961-62, après avoir été sollicité à prendre la direction de deux écoles primaires importantes de Mazouna — cité berbère — pour y régler, non seulement des problèmes de fonctionnement, mais aussi des problèmes relationnels entre enseignants issus des deux communautés — Européens et Algériens musulmans. La confiance et le respect que nous ont témoignés les parents, la population dans son ensemble, les autorités locales officielles et occultes après le cessez-le-feu du 19 mars (commissaire politique, chef FLN de région), la protection qu'ils nous avaient assurée après des menaces de l'OAS, nous ont montré que nous pouvions faire partie, que nous faisons partie de la communauté algérienne nouvelle qui s'annonçait »³⁴. Lors de la proclamation de l'indépendance, ils se retrouvent pour certains, du fait des réseaux d'interconnaissance et à leur grand étonnement, en place d'honneur dans le défilé ou sur un balcon aux côtés des autorités locales !

La rencontre brutale avec l'Algérie ne doit pas occulter un rapport au monde colonial diversement présent au sein de l'échantillon. Avant d'être perçu comme une « question » d'actualité, le monde colonial est familier pour certains témoins, sur le mode de la représentation d'un monde relativement banalisé (même si l'espace conserve son pouvoir d'exotisme). Le temps des colonies (Congo, Maroc, Algérie, Madagascar) participe en effet d'une expérience familiale certaine (lieu d'une carrière professionnelle pour le père ou l'entourage familial, voire lieu où le témoin a passé son enfance), en accord avec « cette plus grande France », ou alors relégué dans un non-dit ou une méconnaissance des positionnements idéologiques familiaux : un témoin ayant grandi à Madagascar découvrira ainsi lors de son séjour en Algérie auprès d'un ami algérien, que sa mère assistante sociale fut « porteuse de valises » en métropole. Le positionnement familial face au monde colonial peut apparaître flou dans la mémoire des témoins. En revanche, le positionnement face aux événements vécus a pu être décisif pour certains témoins dans la rupture ou l'éloignement avec un milieu familial sensible à l'exotisme et à la grandeur impériale de la France. Il en va des témoins âgés comme des plus jeunes. Néanmoins, les appelés montrent que l'éloignement avec leur milieu familial ou le rejet d'une guerre coloniale n'impliquait pas pour autant l'insoumission, par loyauté patriotique ou par obéissance à la morale d'une Église qui rejetait cette voie. Un seul témoin chrétien regrette de ne pas l'avoir choisie. Voie à laquelle échappaient les autres profils de notre échantillon, compte tenu de leur statut, réformés ou sursitaires pendant cette période.

Les profils de réformés et de sursitaires de notre *corpus* s'accordent avec la sociologie des divers milieux réceptifs et progressistes à l'égard de la question coloniale à savoir, étudiants, enseignants, syndicalistes, chrétiens, communistes (Jauffret 2008). L'ensemble des coopérants de notre échantillon s'inscrit majoritairement dans cette tendance progressiste. Mais cet

34. Manuscrit non publié de Stanislas Swietek.

ensemble comporte aussi, à la marge, des contre-exemples. Il comporte ainsi des individus pro-Algérie française, ayant fait le choix de la coopération en Algérie. Par exemple, partir en tant que coopérant militaire en 1965 pour un étudiant de l'ENA, dont la famille défend l'Algérie française, est une expérience délibérément recherchée de confrontation à la réalité algérienne.

L'unique cas de réformé dans notre échantillon est incarné par un jeune travailleur des PTT devenu inspecteur technique par concours interne. Militant d'abord à l'Union de la jeunesse républicaine de France (UJRF) d'Ille-et-Vilaine, puis au Parti communiste et à la CGT, anticolonialiste, traumatisé par une enfance bretonne en pleine guerre, il occupe des fonctions dans la Commission des jeunes au Syndicat des télécoms de Paris. Il est aussi partie prenante des grandes manifestations ayant ponctué la période de conflit, en province (manifestation des rappelés à Rennes à l'été 1955) et à Paris. Dès 1962, il dépose une demande de coopération pour le Maroc mais son dossier est rejeté en raison de son appartenance syndicale. Les deux rencontres syndicales à Paris avec le syndicat algérien UGTA-PTT en 1964 sont décisives dans son implication de coopération en Algérie en 1965.

Les sursitaires sont en revanche nombreux dans notre échantillon. Cette situation permise par le prolongement des études, montre comment le conflit pouvait être vécu sur un registre particulier, à travers des formes de socialisation (scolaire, politique, etc.) et des modes d'implication différenciés, allant de la sensibilisation à l'engagement en milieu étudiant (lycées, classes préparatoires, universités ou grandes écoles), à Paris ou en province. Un exemple d'engagement en milieu syndicaliste étudiant à l'UNEF et à l'Union des grandes écoles (UGE)³⁵ nous est donné avec un témoin, ingénieur des mines. Étudiant chrétien, il est volontaire pour un stage de deux mois dans une SAS en Algérie en 1960, au côté des sociologues P. Bourdieu et A. Sayad. Cette rencontre et le contact avec la réalité algérienne sont décisifs dans son positionnement pro-indépendantiste. Nommé vice-président chargé des relations internationales à l'UGE, il rencontre les syndicalistes étudiants maghrébins à Paris et à Tunis et il s'implique particulièrement dans les questions relatives à la coopération technique. Il participe, entre autres, à un groupe de travail en lien avec Stéphane Hessel, chargé de la coopération au ministère de l'Éducation nationale entre 1958 et 1963. Il accomplira sa coopération militaire en Algérie en 1965.

Le spectre de l'implication étudiante est en réalité large et différentes gradations existent en fonction des localités et des espaces de socialisation estudiantine ainsi que des sensibilités politiques des individus : sensibilités à droite minoritaires, communistes, sympathisants PSU et réseaux croisés à

35. Créée en 1947, l'Union des grandes écoles (UGE) est alors un mouvement en expansion qui atteint son apogée au début des années 1960, rassemblant la moitié des grandes écoles. L'UGE a pris des positions face au conflit algérien qui sont proches de l'UNEF (dont le rôle est mieux connu) mais avec des aspects originaux (MONCHABLON 2008 : 164-168).

travers la nébuleuse des « chrétiens de gauche » investis à divers degrés dans une modernisation de l'apostolat et de la société (Scouts de France, Cercle Saint-Jean Baptiste, JOC, JEC, Père Lebreton, Vie Nouvelle, etc. [Giroux 2009 ; Pelletier & Schlegel 2012]). Les aumôniers exercent une influence diverse comme en témoigne une agrégée de lettres³⁶ : avec eux, elle découvre notamment l'implication des organisations chrétiennes dans les ciné-clubs et elle aura à cœur de relayer cette médiation culturelle lors de sa coopération civile en Algérie en 1966 où elle rencontrera son époux, critique cinéma contractuel notamment à *Alger Républicain* et *El Moudjahid*. L'exposition aux événements et à la politique diffère en fonction des milieux familiaux, sociaux et des contextes locaux (Bantigny 2007) : aussi n'est-il pas étonnant que la sensibilisation à la guerre d'Algérie se produise sur le tard pour certains acteurs. Pour un enseignant breton d'origine ouvrière, son entrée « miraculeuse » à l'Université de Caen, l'ouvre sur le monde et aux questions de son temps. On réalise avec lui combien la coopération s'avère avoir été une aventure qui a démarré en France même, à l'instar d'autres étudiants d'origine modeste et provinciale : émancipation d'une jeunesse entrée dans sa majorité et émancipation sociale se combinent et redoublent l'impact biographique de l'expérience induite par la coopération. Sortir des frontières de l'univers familial, traverser la France en train ou en 4L achetée pour l'occasion, prendre un bateau, en somme découvrir et conquérir l'espace et le temps tout à la fois, confère à l'expérience vécue, le sentiment de continuité avec la génération précédente « en 36 » ; l'expérience se vit intensément dans le temps présent et par anticipation du retour. L'expérience algérienne de ces témoins mettra au cœur de leurs apprentissages avec leurs élèves, la recherche de l'émancipation des corps et des esprits par les voyages, les excursions, les randonnées et visites culturelles en Algérie. C'est dire combien le milieu étudiant est socialement contrasté : des étudiants d'origine modeste en école normale ou à l'université aux étudiants des grandes écoles d'ingénieurs (Polytechnique, Mines, Agronomie, Génie rural), de l'ENA et de l'ENS dont l'origine sociale est elle-même stratifiée (petite et moyenne classe moyenne, bourgeoisies de hauts fonctionnaires, de magistrats, de financiers).

Notre échantillon apporte un éclairage sur la période de conflit et montre la diversité des contextes locaux, familiaux et sociaux dont les coopérants étaient issus. Cet échantillon témoigne ainsi du caractère composite de la catégorie « coopérants », par-delà l'expérience matricielle d'une génération exposée à la guerre. Les spécificités du cas algérien exacerbent cette particularité, à la fois dans sa composante sociologique et dans sa dimension historique, alors même que l'image des coopérants cristallise des représentations sociales contradictoires, héritages d'espaces et de temps multiples (Daumenach & Goussault 1970 ; Aron 1972 ; de Negroni 1977 ; Hanssen

36. Pour la période comprise entre 1962 et 1966, notre échantillon compte peu de femmes, essentiellement enseignantes.

2000). Les profils divers brossés ici à grands traits, apportent un démenti aux représentations exclusives « présentistes » données au mot « engagement » dans le contexte algérien (Simon 2009). Le statut du coopérant fait écran à des réalités différenciées du point de vue des parcours des individus et du sens donné à leur engagement. Porté par des motivations diverses et non exclusives, le séjour « en coopération » génère de nouvelles expériences qui prennent corps dans les bagages culturels des individus. L'étude des coopérants français en Algérie est une invitation forte à creuser une histoire postcoloniale, pour le moins délaissée (Vermeren 2012).

Institut des sciences sociales du politique (ISP-Cnrs), Université Paris-Ouest Nanterre.

BIBLIOGRAPHIE

ARON, H.

1972 « Les coopérants enseignants au Maroc », *Tiers Monde*, 51 : 559-573.

BANTIGNY, L.

2004 « Jeunes et soldats. Le contingent français en guerre d'Algérie », *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, 83 : 97-107.

2007 « Jeunesse et engagement pendant la guerre d'Algérie », *Parlement(s). Revue d'Histoire politique*, 8 : 39-53.

BESSIN, M. (DIR.)

2002 *Autopsie du service militaire (1965-2001)*, Paris, Éditions Autrement.

BRACCO, H.

1999 *L'autre face. « Européens » en Algérie indépendante*, Paris, Paris-Méditerranée.

BRANDELL, I.

1981 *Les rapports franco-algériens depuis 1962. Du pétrole et des hommes*, Paris, L'Harmattan.

BRANCHE, R.

2006 « De nouveaux colons ? L'installation des militaires français démobilisés en Algérie (1954-1962) », Communication au colloque *Pour une histoire critique et citoyenne, le cas de l'histoire franco-algérienne*, Lyon, <halshs-00541830>.

2007 « La dernière génération du feu ? Jalons pour une étude des anciens combattants français de la guerre d'Algérie », *Histoire@Politique*, 3, <www.cairn.info/revue-histoire-politique-2007-3page-6.html>.

CHAIB, S.

2013 « ARCHICOOP : Expériences interculturelles et trajectoires de vie. Archives orales des coopérants français en Algérie, ISP/BDIC », Nanterre, Rapport pour le ministère de la Culture.

2015 « MEMOCOOP : Mémoire des coopérants français en Algérie. Analyse d'un corpus littéraire et un corpus de blogs. Rapport de recherche et annexes », Labex « Les passés dans le présent », ANR 11-Labx-0026-01.

DAUM, P.

2012 *Ni valise ni cercueil. Les pieds-noirs restés en Algérie après l'Indépendance*, Arles, Éditions Actes Sud, Solin.

DAUMENACH, J.-M. & GOUSSAULT, Y. (DIR.)

1970 « Les coopérants et la coopération », numéro spécial, *Esprit*, 7-8.

FISCHER, D.

1998 *Les étudiants en France. Contribution à une histoire socio-culturelle et politique du milieu étudiant*, Thèse de doctorat, Nanterre, Université Paris X.

FREMAUX, J. & BATTESTI, M.

2014 *Sortir de la guerre*, Paris, Presses universitaires Paris-Sorbonne.

GIROUX, B.

2009 *La J.E.C. (JEC et JECF) de 1945 aux années 1970*, Thèse de doctorat, Paris, Institut d'études politiques.

GRIMAUD, N.

1984 *La politique extérieure de l'Algérie*, Paris, Karthala.

GROSSETTI, M.

1986 « Enseignants en coopération. Aperçus sur un type particulier de trajectoires sociales », *Revue française de sociologie*, 27 : 133-148.

GUTH, S.

1984 *Exil sous contrat. Les communautés de coopérants*, Paris, Silex Éditions.

HALBWACHS, M.

1950 *La mémoire collective*, Paris, Puf.

HANSSEN, A.

2000 *Le désenchantement de la coopération*, Paris, L'Harmattan.

HARANG, C.-E.

2004 *Les mouvements catholiques de jeunesse, de la décolonisation à la coopération*, Thèse de doctorat, Paris, Institut d'Études Politiques.

HARISMENDY, P. (DIR.)

2014 *Algérie, sortie(s) de guerre (1962-1965)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

HENRY, J.-R. & VATIN, J.-C. (DIR.)

- 2012 *Le temps de la coopération, sciences sociales et décolonisation au Maghreb*. En collaboration avec S. Denis & F. Siino, Paris, Karthala, Iremam.

HESSEL, S.

- 1997 *Danse avec le siècle*, Paris, Éditions du Seuil.

JAUFFRET, J.-C. (DIR.)

- 2000 *Soldats en Algérie (1952-1962). Expériences contrastées des hommes du contingent*, Paris, Éditions Autrement.
- 2008 *Des hommes et des femmes pendant la guerre d'Algérie*, Paris, Éditions Autrement.

KADRI, A. (DIR.)

- 1999 *Parcours d'intellectuels maghrébins : scolarité, formation, socialisation et positionnements*, Paris, Karthala, Institut Maghreb-Europe.
- 2015a *Instituteurs et enseignants en Algérie (1945-1975)*, Paris, Karthala.
- 2015b *Les ingénieurs en Algérie dans les années 1960. Une génération de la coopération*, Paris, Karthala.

KOCHER-MARBOEUF, E.

- 2003 *Le Patricien et le Général, Jean-Marcel Jeanneney et Charles de Gaulle, 1958-1969*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière.

LACROIX, A.

- 2012 « La transition administrative de l'Algérie coloniale à l'Algérie indépendante : le cas des PTT », in COLLECTIF, *Histoire de l'Algérie à la période coloniale 1830-1962*, Paris, La Découverte : 570-575.

LE FOLL-LUCIANI, P.-J.

- 2015 *Les juifs algériens dans la lutte anticoloniale. Trajectoires dissidentes (1934-1965)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes.

MAUSS-COPEAUX, C.

- 1998 *Appelés en Algérie. La parole confisquée*, Paris, Hachette Littératures.

MEIMON, J.

- 2005 *En quête de légitimité : le Ministère de la coopération (1959-1999)*, Thèse de doctorat, Lille, Université Lille II.

MOHAND-AMER, A. & BENZINE, B. (DIR.)

- 2012 *Le Maghreb et l'indépendance de l'Algérie*, Paris, Karthala.

MONCHABLON, A.

- 2008 « Un positionnement syndical original : l'Union des Grandes Écoles », in J.-C. JAUFFRET (dir.), *Des hommes et des femmes pendant la guerre d'Algérie*, Paris, Éditions Autrement.

MORELLE, C.

- 2012 *Comment De Gaulle et le FLN ont mis fin à la guerre d'Algérie. 1962, les accords d'Évian*, Bruxelles, A. Versailles.

DE NEGRONI, F.

- 1977 *Les colonies de vacances : portrait du coopérant français dans le Tiers-Monde*, Paris, Éditions Hallier.

PELLETIER, D. & SCHLEGEL, J.-L.

- 2012 *À la gauche du Christ : les chrétiens de gauche en France de 1943 à nos jours*, Paris, Éditions du Seuil.

PERVILLÉ, G.

- 2012 *Les événements fondateurs. Les accords d'Évian (1962). Succès ou échec de la réconciliation franco-algérienne (1954-2012)*, Paris, A. Colin.

PETER, D.

- 2014 *Années d'Algérie (1959-1968). Trois ans sous le régime français, six ans sous le régime algérien*, Paris, L'Harmattan.

RAISON-JOURDE, F. & GOERG, O. (DIR.)

- 2013 *Les coopérants en Afrique. Portraits de groupe (années 1950-1990)*, Paris, L'Harmattan (« Cahiers Afrique, 28 »).

SECRÉTARIAT D'ÉTAT AUX AFFAIRES ALGÉRIENNES

- 1966 *Bilan de la coopération franco-algérienne (1962-1965)*, Paris, La Documentation française.

SIMON, C.

- 2009 *Algérie, les années pieds-rouges. Des rêves de l'indépendance au désenchantement (1962-1969)*, Paris, La Découverte.

STORA, B. & HARBI, M.

- 2010 *La guerre d'Algérie*, Paris, Fayard (« Pluriel »).

THENAULT, S.

- 2012 *Algérie : des « événements » à la guerre. Idées reçues sur la guerre d'indépendance algérienne*, Paris, Le Cavalier Bleu.

VAÏSSE, M.

- 2012 *De Gaulle et l'Algérie, 1943-1969*, Paris, A. Colin, Ministère de la Défense.

VERMEREN, P.

- 2012 *Misère de l'historiographie du « Maghreb » postcolonial, 1962-2012*, Paris, Publications de la Sorbonne.

VERQUIN, B.

- 2001 « Les Français à l'étranger. D'un "modèle colonial" à la circulation des élites », *Hommes et Migrations*, 1233 : 28-43.

ANNEXE

LA COOPÉRATION FRANCO-ALGÉRIENNE : SITUATION AU 1^{ER} JUILLET 1966**Nombre total de coopérants au titre de la coopération : 11 149**

Dont : 9 984 civils

Dont : 1 165 militaires du contingent

Répartition entre coopération technique et culturelle :**Coopérants techniques : 3 367**

Dont 2 767 civils

Dont 600 militaires

Enseignants : 7 782

Dont 7 217 civils

Dont 565 militaires

À propos des enseignants français en Algérie à divers titresNombre total d'enseignants français en Algérie au 1^{er} juillet 1966 : 10 473

Dont 7 782 au titre de la coopération

Dont 1 206 au titre de l'Office universitaire (OUCFA)

Dont 1 485 au titre de l'enseignement libre

À propos de la mission militaire française en Algérie

Effectif de la mission : 430

Source : Ministère des Affaires étrangères, Direction des Affaires politiques Afrique du Nord, Note en date du 20 octobre 1966, Archives diplomatiques de la Courneuve.

RÉSUMÉ

Absents de la scène commémorative, peu présents dans le champ historique franco-algérien, mais de plus en plus présents sur la scène mémorielle, les coopérants français en Algérie sont rendus visibles dans les années 2000. En s'appuyant sur un matériau de sources archivistiques et orales, cet article souhaite apporter un éclairage sociologique sur les coopérants français présents en Algérie entre 1962 et 1966, période riche et confuse en termes d'historicités en présence, de sociologie des acteurs et de registre des mobilités. La volonté des autorités françaises d'adapter en 1965 la réglementation du statut du coopérant, atteste de la gestion particulière de la coopération menée depuis l'indépendance algérienne et du caractère composite de la catégorie des coopérants, ce dont témoigne le recueil de récits de vie, ainsi que la richesse des parcours individuels, apportant ce faisant, un éclairage inédit sur une catégorie particulière de coopérants.

ABSTRACT

French Volunteers in Algeria (1962-1966). Crossed Stories for a Portrait Sketch. — Missing from the memorial stage, a limited presence in the French-Algerian historical field, but more and more present on the memorial scene, the French volunteers in Algeria are made visible in the 2000s. Based on material of archival and oral sources, this article proposes a sociological light on the French volunteers present in

Algeria between 1962 and 1966, a rich and confusing period in terms of historicity, sociology of actors and register of mobility. The French authorities decision to adapt in 1965 the status of the volunteers attests to the particular management of cooperation undertaken since Algerian independence, as well as the composite character of the category of volunteers. This composite character and, especially, the richness of individual paths are reflected in the collection of life stories, thereby providing a new light on a particular category of volunteers.

Mots-clés/Keywords : Algérie, coopérants, coopération franco-algérienne, guerre d'Algérie, récits de vie et archives diplomatiques/*Algeria, volunteers, French cooperation policy in Algeria, Algerian war, life stories and diplomatic archives material.*